

Prêtre assassiné en Vendée : la droite et le Rassemblement national interpellent l'exécutif

Plusieurs responsables politiques ont fustigé l'action de l'État, interrogeant sur la présence dans le pays de l'auteur présumé des faits.

Par **Dinah Cohen**

Publié il y a 27 minutes,

Mis à jour à l'instant



Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, s'est immédiatement rendu sur place. JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

C'est un nouveau drame qui survient au cœur de l'été. Ce lundi, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a fait part de l'assassinat d'un prêtre en Vendée. L'auteur serait l'homme d'origine rwandaise qui avait incendié la cathédrale de Nantes en 2020. Avant de se rendre sur place, Gérald Darmanin a assuré son *«soutien aux catholiques de notre pays»*. De l'émotion de la gauche à la colère de la droite, les élus de tous bords ont aussi pris la parole.

À VOIR AUSSI - Vendée : un homme se dénonce après l'assassinat d'un prêtre

Ils se disent *«bouleversés»*. En quelques minutes, les messages de soutien émanant de la classe politique ont envahi les réseaux sociaux. *«L'heure est au recueillement et à l'unité après ce terrible drame»*, a ainsi assuré le secrétaire d'État Laurent Pietraszewski. *«Mes pensées accompagnent les catholiques, encore une fois frappés au cœur»*, a abondé sa collègue du gouvernement, Nathalie Élimas.

«Epouvantable échec de l'Etat»

Une émotion partagée par les élus de gauche. L'ancien premier ministre Manuel Valls a évoqué un événement *«terrible et incompréhensible»*, adressant *«toutes (s)es pensées pour les proches du père Olivier Maire et aux catholiques français.»* Le secrétaire national des Verts, Julien Bayou, a de son côté exprimé ses *«pensées émues»* face à une *«terrible nouvelle»*. Quant au Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure, il a rendu *«hommage au père Olivier Maire qui aurait sans doute détesté que son assassinat nourrisse la polémique»*. *«Condamnation totale du criminel qui a porté la main sur l'homme qui lui offrait son hospitalité. (...) Un juste est mort»*, a-t-il ajouté.

À droite, bien que l'émoi soit unanime, le ton était plutôt à l'interpellation de l'exécutif. *«Mais que faisait-il encore sur le sol français ? (...) Un clandestin qui viole la loi devrait immédiatement être expulsé et ne jamais pouvoir revenir en France»*, s'est emporté le député Les Républicains (LR) Éric Ciotti, fustigeant le *«laxisme de ce pouvoir et de son prédécesseur socialiste»*. *«Comment les autorités administratives et judiciaires ont-elles pu le laisser libre de ses mouvements sur le territoire national ? Épouvantable échec de l'État»*, a complété l'élu LR Guillaume Larrivé.

Sénateur LR de la Vendée - lieu du drame -, Bruno Retailleau a tenu à rendre un hommage personnel au prêtre qu'il *«connaissait bien»*. *«Sa mort témoigne de la bonté de ce prêtre (...) dont j'avais pu apprécier la profondeur de la foi. Sa mort est une grande perte»*, a déclaré l'élu. Avant d'interroger : *«Celui-ci était le sans papiers qui avait incendié la cathédrale de Nantes. Mais que faisait encore cet individu en France ?»*

Candidat déclaré à l'élection présidentielle, Xavier Bertrand (ex-LR) a quant à lui fait part de son *«effroi»* après un assassinat qui *«frappe au cœur les catholiques à quelques jours de l'Assomption et l'ensemble de la communauté nationale unie face à cette épreuve.»* En lice pour la primaire de la droite, la Francilienne (ex-LR) Valérie Pécresse s'est elle aussi dite *«bouleversée»*. Tout en interrogeant l'État sur *«l'auteur du meurtre (...) qui aurait dû avoir quitté le territoire depuis 2019.»* *«Par quelle cascade de défaillances en est-on arrivé à ce drame ?»*, a-t-elle questionné. Potentiel candidat à la primaire, Michel Barnier a assuré partager *«l'émotion et la colère»*, estimant que *«ce drame aurait pu être évité»*.

Récemment réélu à la tête de la région Auvergne-Rhône-Alpes et possible prétendant à droite, Laurent Wauquiez (LR) a aussi déclaré que *«cet homme n'aurait jamais dû entrer en France et encore moins y rester après l'incendie de la cathédrale de Nantes»*. Et d'ajouter : *«Ce n'est même pas une question juridique, c'est une question de bon sens. Nous avons sous les yeux les conséquences de nos lâchetés et nos aveuglements.»*

«Faillite complète»

Au parti à la flamme, les principaux cadres ont rapidement pris pour cible l'action de l'État. Le porte-parole du Rassemblement national, Jordan Bardella, a ainsi appelé Gérald Darmanin à *«expliquer sans délai comment un clandestin visé par une obligation de quitter le territoire a pu incendier la cathédrale de Nantes et se promener en Vendée quelques mois plus tard pour assassiner un prêtre.»* *«En France, on peut donc être clandestin, incendier la cathédrale de Nantes, ne jamais être expulsé, et récidiver en assassinant un prêtre»*, a renchéri la présidente du parti, Marine Le Pen. *«Ce qui se passe dans notre pays est d'une gravité sans précédent : c'est la faillite complète de l'État et de Gérald Darmanin»*, a-t-elle poursuivi.

La sortie de la candidate déclarée pour 2022 lui a d'ailleurs valu la réaction immédiate du ministre de l'Intérieur. Sur Twitter, le membre du gouvernement a condamné une *«indignité»*, accusant Marine Le Pen de créer une *«polémique sans connaître les faits»* plutôt que de *«dire sa compassion aux catholiques qui ont accueilli ce meurtrier»*. *«Cet étranger n'était pas expulsable malgré son arrêté d'expulsion tant que son contrôle judiciaire n'était pas levé»*, a assuré Gérald Darmanin.

Parmi les autres candidats à l'échéance ultime, le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan s'est dit *«profondément ému par l'assassinat barbare de ce prêtre qui, avec bonté et miséricorde, avait recueilli chez lui le déséquilibré qui lui a ôté la vie.»* *«Cet acte indigne peut nous interroger légitimement sur nos procédures d'expulsion rendues impossibles sous contrôle judiciaire»*, a ajouté le député. *«Le clandestin qui avait incendié la cathédrale de Nantes en 2020 n'avait donc pas été viré de France ! (...) Notre pays est trahi par sa caste dirigeante comme jamais !»*, a aussi martelé Florian Philippot (Les Patriotes).